



## Communiqué de Presse

### Guerilla Colombienne

#### **premier projet de déminage humanitaire, une chance pour la population civile, une chance pour les espoirs de paix!**

Après de longs mois de négociations, l'Appel de Genève vient de recevoir une proposition de l'Armée de Libération Nationale (ELN) de Colombie qui s'engage à mener un projet de déminage et demande à l'Appel de Genève d'en assurer le contrôle de qualité.

L'Appel de Genève travaille depuis 2 deux ans en Colombie, en partenariat avec la Campagne Colombienne Contre les Mines (CCCM), afin d'engager l'ELN contre les mines. Ce premier résultat, partiel, est déjà une première victoire. Le dialogue est là, le problème humanitaire des mines est pris en compte et la volonté d'apporter des solutions commence à se dessiner.

Dans un courrier adressé à l'Appel de Genève, l'ELN, 2ème groupe armé colombien, a annoncé qu'il était prêt à déminer ses propres mines antipersonnel dans certaines zones sous son influence. Cette initiative, dont la population civile sera la première bénéficiaire, a besoin aujourd'hui d'un appui national et international pour être concrétisée.

Les zones minées étant des régions hautement conflictuelles, l'Appel de Genève estime qu'une telle proposition a certes besoin du soutien et de l'implication prioritaires du gouvernement colombien mais également des autres acteurs nationaux et internationaux impliqués en Colombie. L'Appel de Genève attend d'eux qu'ils soutiennent fermement cette idée et invitent le gouvernement colombien à l'accueillir favorablement.

L'ELN devrait lancer unilatéralement son projet de déminage très prochainement. Par la suite la zone devra faire l'objet d'un contrôle de qualité par une organisation spécialisée puis d'une observation régulière afin d'assurer son maintien. Elle pourrait ainsi devenir un projet pilote exemplaire et amener à d'autres expériences similaires. C'est la population civile vivant des drames humains dus à la présence des mines qui sera la première bénéficiaire d'un tel projet, mais celui-ci pourrait également créer des conditions favorables à un rapprochement des acteurs au conflit et à une reprise progressive du dialogue de paix.

**Cette proposition de la guerilla est  
une chance pour un premier projet de déminage humanitaire en Colombie,  
une chance pour des milliers de personnes de revivre dans un environnement sûr,  
une chance pour les enfants de pouvoir à nouveau jouer sans danger et  
une chance pour les espoirs de paix.  
Une chance pour laquelle tout doit être mis en œuvre et  
qu'il ne faut pas laisser échapper.**

E. Reusse-Decrey, Présidente (+41794117010) et M. Balci Directeur - Colombie (+33617915107)  
Alvaro Jimenez, Coordinateur CCCM

### Quelques explications:

Depuis deux ans l'Appel de Genève, conjointement avec la CCCM, travaille avec la guérilla en Colombie et le gouvernement de ce pays a toujours apporté son plein appui aux activités de l'organisation suisse. En juin 2004, lors d'une conférence internationale («acteurs armés non-étatiques, mines antipersonnel et accord humanitaires») organisée à Bogota par l'Appel de Genève et la CCCM, le Vice-Président de la République lui-même avait pris la parole et avait publiquement salué et soutenu les activités de l'Appel de Genève. Il avait autorisé à cette occasion le porte-parole de l'ELN, Francisco Galan, à intervenir publiquement. Le principe d'un accord humanitaire avait alors été proposé par l'ELN et reçu favorablement par le gouvernement colombien. Aujourd'hui l'ELN fait un pas de plus avec sa proposition concrète de déminer une zone très affectée.

L'Appel de Genève a toujours salué les efforts importants du gouvernement colombien de respecter son adhésion à la Convention d'Ottawa. Le gouvernement vient de détruire, en octobre dernier, ses derniers stocks de mines et l'Appel de Genève avait applaudi à cette initiative. Mais si la Colombie veut à terme devenir un pays débarrassé de cette arme inhumaine, il est indispensable que la guérilla soit elle aussi impliquée dans ce mouvement de lutte contre les mines. La proposition de l'ELN faite à l'Appel de Genève est un premier pas dans cette direction et elle est à soutenir.

L'Appel de Genève est une organisation internationale basée en Suisse qui travaille à engager les acteurs armés non-étatiques à respecter les normes humanitaires, en particulier à renoncer à l'usage des mines antipersonnel et à coopérer dans les actions contre les mines antipersonnel. L'Appel de Genève considère les mines antipersonnel comme une arme discriminatoire et leur usage comme une violation du droit international.

Le programme de l'Appel de Genève en Colombie, est soutenu par l'Union Européenne et le Gouvernement suisse.